



Embargo: vendredi 13 janvier 2012, 13h30

La conférence de presse fait foi.

Un cadeau empoisonné pour la compétitivité et les places de travail en Suisse

Natalie Rickli, conseillère nationale UDC/ZH, conférence de presse du 13.1.2012

Quotidiennement, les médias nous informent de nouvelles mesures prises pour consolider l'euro et empêcher la faillite de certains pays de la zone euro. Dans les pays qui nous entourent, la situation économique est grave, voir même dramatique : les finances publiques de nombreux Etats sont au bord du gouffre, les situations politiques deviennent instables et le chômage augmente. Au final, il en résulte des conditions générales défavorables pour les entreprises et moins attractives pour les investissements

En comparaison avec presque tous les pays de la zone euro, les répercussions de la crise économique en Suisse sont relativement faibles. Deux raisons à cela: d'un côté, nous possédons un tissu économique caractérisé par des PME garantissant une stabilité élevée et des emplois solides soutenus par un réseau d'assurances sociales.

D'un autre côté, la force de la Suisse se situe aussi dans ses conditions cadre qui la caractérisent : une imposition modérée, une sécurité juridique élevée, une administration en comparaison moins bureaucratique et performante, ainsi que de bons accords entre les différents partenaires sociaux. Grâce à ces facteurs décisifs, nous représentons une économie et un marché compétitif. C'est pourquoi nous devons prendre soin de ces conditions cadre. Un rapide coup d'œil sur les matières premières disponibles et sur les coûts de production élevés nous montre que la prospérité de la Suisse ne va pas de soi.

Défendons la position économique de la Suisse

La situation de crise actuelle nous montre clairement les facteurs qui comptent vraiment aux yeux des salariés : la sécurité de l'emploi et un réseau social stable. Que quelqu'un dispose de 4, 5, ou 6 semaines de vacances est au final bien moins important que de savoir si on possède un travail ou pas. En même temps, seules des entreprises florissantes sont à même de financer nos assurances sociales et de créer des emplois.

Les entreprises peuvent ensuite travailler de manière rentable, si les conditions cadres sont bonnes et qu'elles peuvent compter sur des travailleurs motivés et compétents. La bonne entente entre les différents partenaires est une condition sine qua none.

Le partenariat social est très important et un acquis typiquement helvétique. Sa réussite ne dépend que de la régulation nationale. La recherche commune de solutions sensées et négociées par branche est plus efficace que des règles nationales uniformes appliquées à tous.

C'est pour ces raisons que les règles d'aujourd'hui prennent en compte le droit aux vacances. Depuis 25 ans, les salariés suisses bénéficient d'un droit légal à quatre semaines de vacances payées.

Cette loi a fait ces preuves. Tout naturellement, chaque entreprise est libre d'offrir des vacances supplémentaires. Cette négociation doit être menée entre l'employé et l'employeur de manière flexible et non figer de manière stricte dans une loi. Beaucoup d'employés bénéficient déjà aujourd'hui de cinq semaines ou plus de vacances grâce à des réglementations sur mesure mises en place en interne par les entreprises.



Préservons nos conditions cadres attractives

Aujourd'hui déjà, nos entreprises souffrent d'une bureaucratie imposante, d'impôts et de taxes toujours plus élevés, mais aussi de charges croissantes pour les assurance sociales. L'initiative pose problème à toutes les entreprises de Suisse, mais plus particulièrement aux PME.

L'industrie estime à raison que deux semaines supplémentaires de vacances obligatoires entraîneraient une hausse des seuls coûts salariaux de 4% par an. Les coûts de la main d'œuvre qui sont déjà élevés en Suisse augmenteraient encore. De telles charges supplémentaires ne seraient tout simplement pas supportable pour des petites entreprises. Ces petites entreprises qui sont pourtant le socle de notre économie.

Une augmentation des coûts du travail, additionnée à une durée trop généreuse des vacances dissuaderait les implantations de nouvelles entreprises internationales ou remettrait en question le maintien de celles qui y ont déjà établi des filiales. Elle affaiblirait tout simplement l'attractivité de la place économique suisse pour les entreprises étrangères.

Les PME suisses seraient doublement touchées : Si la compétitivité des grandes entreprises faiblissait, ces dernières seraient contraintes de passer moins de commandes de biens et de services auprès des PME en Suisse pour privilégier des fournisseurs étrangers, moins chers. Outre le recul des commandes, les PME seraient confrontées à des coûts de la main d'œuvre supérieurs et des absences plus longues, avec pour conséquence un affaiblissement de leur compétitivité.

L'initiative sur les vacances affaiblit la position économique de la Suisse

La compétitivité de la Suisse au niveau international serait remise en question si l'initiative était acceptée. Si la Suisse devenait le seul pays en Europe à bénéficier dans la loi de six semaines de vacances par an, cela signifierait clairement pour les entreprises un désavantage de compétitivité. Aujourd'hui déjà, le coût du travail en Suisse est plus élevé qu'à l'étranger, renforcer cette tendance serait une erreur.

L'initiative sur les vacances menace la compétitivité de notre pays, elle met en danger l'emploi et nuit à notre prospérité. Ceux qui veulent que la position économique de la Suisse se renforce, doivent rejeter l'initiative sur les vacances.